



2014

ASSEMBLÉES ANNUELLES
Fonds monétaire international
Groupe de la Banque mondiale
Washington

10 octobre 2014

Discours d'ouverture du Président des Conseils des gouverneurs,
Son Excellence **PATRICK PRUAITCH**,
Gouverneur du FMI et du Groupe de la Banque mondiale
pour la **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE**,
lors de la séance plénière annuelle

Assemblée annuelle 2014
Allocution du
Président du Conseil des Gouverneurs
M. Patrick Pruaitch,
Gouverneur pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Madame la Directrice générale du Fonds monétaire international, Monsieur le Président du Groupe de la Banque mondiale, chers collègues gouverneurs,

Bienvenue et introduction

Je vous souhaite la bienvenue à l'Assemblée annuelle 2014, qui est la 68^e réunion plénière du Conseil des Gouverneurs du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. Je vous transmets aussi les salutations du Premier Ministre Peter O'Neill et des 7,2 millions de citoyens de mon pays, la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

C'est un honneur pour moi et pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée de présider cette prestigieuse assemblée. Le FMI compte aujourd'hui 188 pays membres, c'est-à-dire environ un tiers de plus que lorsque que mon pays est devenu membre en octobre 1975. Il est particulièrement significatif qu'une nation relativement petite comme la mienne, située dans le Pacifique Sud, se voie accorder ce privilège.

C'est avec grand intérêt que j'écouterai les discours de la Directrice générale, Christine Lagarde, et du Président Kim sur la situation actuelle de l'économie mondiale.

À bien des égards, Washington est le reflet de coutumes et traditions occidentales établies qui sont très éloignées des chemins suivis par les civilisations anciennes de notre partie du monde.

Peu de gens savent qu'il y a 7000 ans, sur le site agricole de Kuk, dans la région des Highlands de mon pays, on cultivait la banane, le yam et le taro. Ce site est aujourd'hui classé au patrimoine mondial de l'humanité. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, comme tout pays, est fière de ses traditions, de ses coutumes et de sa culture. Environ 820 langues sont encore parlées aujourd'hui dans notre pays. Cela représente un tiers des langues parlées dans le monde.

Il y a moins de cinq ans, dans les écoles primaires du pays l'enseignement était dispensé en plus de 200 langues différentes. Récemment, pour favoriser la cohésion culturelle et accélérer le développement économique et social, le gouvernement actuel a décidé que l'anglais serait la langue d'enseignement de toutes les écoles, comme c'était le cas juste

avant et après la proclamation de l'indépendance, le 16 septembre 1975. En effet, bien que le multilinguisme fasse partie de notre riche patrimoine culturel, le maintien d'un grand nombre de langues peut nuire à la communication et compliquer l'adaptation aux changements rapides qu'imposent les nouvelles technologies.

Je vous demande d'être indulgents en écoutant le point de vue d'un petit pays comme le mien sur les défis auxquels est actuellement confrontée l'économie mondiale, et sur le rôle important du FMI et du Groupe de la Banque mondiale à cet égard.

Perspectives de l'économie mondiale

Après de longues années de turbulences, l'économie mondiale commence lentement à se ressaisir. Les pays avancés montrent des signes de redressement, tandis que les pays émergents et les pays en développement devraient continuer de croître, un rythme toutefois moins soutenu qu'auparavant.

Chers collègues gouverneurs, malgré les efforts déployés avec détermination par les responsables pour raviver la croissance économique mondiale, la reprise reste fragile et les aléas négatifs se multiplient.

Après trois décennies de croissance faible, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a bénéficié du boom des produits de base qui a permis d'accroître sensiblement les recettes publiques. Nous avons vu son PIB augmenter pendant treize années consécutives, la Papouasie-Nouvelle-Guinée doit encore faire entrer la majorité de sa population, qui vit de l'agriculture de subsistance, dans l'ère moderne qui est en train de changer notre paysage et notre destinée.

La fragilité de la reprise en cours montre à quel point il est important de mener de vigoureuses politiques de l'offre pour favoriser une croissance durable. Depuis trois décennies, le stock de capital public en proportion du PIB est en baisse dans les pays avancés comme dans les pays en développement. Dans nombre de pays avancés, l'investissement public a durement souffert pendant la crise récente. Dans les pays en développement, l'intensification de l'investissement public de ces dernières années a aidé à stopper la diminution du stock de capital public, mais n'a pas suffi à l'accroître. Pour continuer à renforcer la croissance économique et la lutte contre la pauvreté, nous devons favoriser l'investissement au moyen de réformes qui améliorent le climat des affaires, ce qui est indispensable pour promouvoir une croissance tirée par le secteur privé.

Rôle des institutions financières internationales

La conjoncture mondiale actuelle ne fait que confirmer l'importance croissante du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale pour assurer la stabilité

économique et budgétaire et pour consolider les bases d'une coopération internationale plus étroite au service de la croissance systémique des réseaux monétaires, financiers et commerciaux internationaux.

Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI occupent une place particulière en tant que conseillers en qui nous pouvons tous avoir confiance.

Croissance pour tous

Chers collègues, il est tout aussi important de parvenir à une croissance économique équilibrée et dont tout le monde bénéficie, mais ce qui reste très difficile, c'est de transformer cette croissance en avantages tangibles. Les inégalités s'accroissent un peu partout dans le monde et de nombreux travailleurs sont toujours sans emploi; les décideurs doivent donc faire plus pour assurer une distribution plus équitable des fruits de la croissance en entreprenant les réformes nécessaires et en créant des emplois.

Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale doivent donner une nouvelle vigueur à leurs concours en faveur des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pour les aider à réduire la pauvreté et les inégalités de revenu. Ces dernières années, le FMI a pris des mesures concrètes pour soutenir les pays membres les plus pauvres; il a réformé ses politiques conçues pour les pays à faible revenu en mettant en place une nouvelle architecture de facilités concessionnelles qui est à la fois plus souple et mieux adaptée à la diversité des situations nationales, et en réservant une bien plus grande place à la protection des dépenses sociales.

Depuis la dernière Assemblée annuelle, un **Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance** (fonds fiduciaire RPC) a été créé, qui permettra de dégager une capacité de prêt annuelle moyenne de 1½ milliard de DTS, soit l'équivalent de 2,3 milliards de dollars. En outre, depuis 2009, le FMI a mis en place une dérogation temporaire pour tous les paiements d'intérêts sur les prêts du fonds fiduciaire RPC, afin d'aider les pays à faible revenu dans l'environnement difficile engendré par la crise mondiale.

Grâce à sa stratégie et à son processus de réforme, le Groupe de la Banque mondiale est bien placé pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement.

En décembre, les pays développés et en développement ont annoncé une contribution record de 52 milliards de dollars au fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, afin d'accélérer la lutte contre la pauvreté extrême par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA) et, plus récemment, ils ont appuyé la création d'un **Mécanisme mondial de financement des infrastructures**.

Des progrès sensibles ont aussi été accomplis dans la définition d'ambitieux objectifs de développement durable qui s'inscriront dans le programme de développement pour l'après 2015 afin d'encourager chaque pays à éradiquer la pauvreté, promouvoir le développement durable et préserver les ressources naturelles.

Les autres risques (changement climatique & Ébola)

Chers collègues, la lutte contre le changement climatique reste l'une des grandes causes de notre époque. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, nous sommes particulièrement conscients de ses effets dommageables pour l'environnement et l'économie; certains affirment même que notre pays a eu les premiers «réfugiés du changement climatique», qui ont dû fuir l'atoll éloigné de Carteret, non loin de l'île de Bougainville.

Le FMI insiste sans relâche sur les conséquences macroéconomiques du changement climatique et sur l'importance de bien tarifier l'énergie; il a ainsi rendu public tout récemment un ensemble de recommandations pour aider les pays membres à fixer de façon responsable les prix de l'énergie.

Cela peut être extrêmement difficile, mais c'est aussi important pour un pays comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée où près de 90 % des ménages n'ont pas l'électricité, ce qui contribue certainement à les enfermer dans le piège de la pauvreté. Les recommandations du FMI offrent aux utilisateurs une méthodologie pratique pour quantifier les dommages environnementaux et mieux évaluer les avantages d'une réforme.

Le Groupe de la Banque mondiale a aussi porté de 145 millions de dollars à environ 190 millions de dollars par an son soutien aux **petits États insulaires en développement** pour les aider à mieux résister aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique. Cette initiative permettra de répondre aux besoins particuliers des petites îles par un financement et une aide technique adaptés.

Je me félicite aussi de voir que le FMI et le Groupe de la Banque mondiale ont pris rapidement des mesures face à la situation d'urgence créée par l'épidémie d'Ébola au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée. Le FMI a approuvé une assistance financière d'urgence de 130 millions de dollars sous forme d'aide à la balance des paiements et de soutien budgétaire pour ces trois pays, qui sont les plus touchés. Cette aide s'ajoute aux programmes en vigueur et son décaissement est immédiat.

Le Groupe de la Banque mondiale apportera aussi 400 millions de dollars pour contenir la propagation de l'infection, venir en aide aux collectivités qui en subissent les conséquences économiques et améliorer les programmes de santé publique.

Conclusion

Chers collègues gouverneurs, l'évolution récente de l'économie mondiale a montré que la situation change rapidement et que de nouveaux risques surgissent constamment.

Je suis certain que la Directrice générale, Christine Lagarde, et le Président Kim continueront d'assurer le leadership mondial nécessaire face à une situation économique mondiale en constante évolution.

Je vous remercie.